

Pas d'économie sur la propagande électorale en 2017

A quelques mois des élections présidentielle et législatives, les députés ont supprimé mardi à une quasi-unanimité et contre l'avis du gouvernement un article du projet de budget prévoyant la dématérialisation - donc la disparition de l'envoi papier - de la propagande électorale.

Dans le cadre de l'examen en séance des crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat", les députés ont adopté une série d'amendements, portés par des élus de droite comme de gauche, supprimant cette disposition, comme ils l'avaient déjà fait en commission.

Cette dématérialisation des documents électoraux avait déjà été rejetée par le Parlement en 2014 et 2015. La secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle Clotilde Valter, qui représentait le gouvernement, a plaidé en vain "une économie substantielle de 170 millions d'euros" et un "progrès environnemental".